

VU LA VÉTUSTÉ ET LA DIÉSÉLISATION DU PARC AUTOMOBILE

Vers le retrait des véhicules de plus de 15 ans d'âge

Le retrait ou la mise à la réforme des véhicules de plus de 15 ans est envisagé à terme. Comme il est question de limiter l'importation de véhicules polluants et non rentables énergétiquement.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Selon le ministre des Transports, Amar Tou, le retrait de la circulation des véhicules dont la moyenne d'âge dépasse les 15 ans est une possibilité.

Néanmoins, Amar Tou qui intervenait hier lors d'une journée d'information organisée sous l'égide de l'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH), a assuré que cette option ne risque pas de voir le jour, au moins à court terme.

Cette proposition constitue, cependant, une des pistes de réflexion pour un comité intersectoriel mis en

place récemment selon le ministre de l'Energie et des Mines, Chakib Khelil.

Un comité qui réunit les départements ministériels de l'Energie, les Transports, l'Industrie, le Commerce et l'Environnement et qui est chargé d'étudier et proposer un cadre réglementaire adéquat dans le domaine de la consommation spécifique de carburants des véhicules importés dans notre pays.

En d'autres termes, il sera question de limiter l'importation des véhicules nuisibles pour l'environnement, polluants, et dont les moteurs ne sont pas ren-

tables énergétiquement. Soit encourager, outre l'utilisation des carburants propres, l'utilisation de véhicules de technologie récente à haut rendement énergétique.

Et d'autant qu'il s'agit, dira Chakib Khelil, d'éviter que le parc automobile, fortement diésélisé au demeurant, «ne constitue un débouché pour l'importation de véhicules de technologie ancienne souvent gros consommateurs de carburants».

Certes, l'augmentation des prix des carburants, essentiellement le gasoil, reste encore de mise mais doit cependant prendre en considération le pouvoir d'achat des citoyens, comme l'a assuré Chakib Khelil. En notant que le parc automobile, estimé à fin

2009, à 5,6 millions de véhicules dont 3,5 millions de tourisme, et dont plus des deux tiers du parc ont plus de 20 ans, est fortement diésélisé. En effet, la consommation du gasoil a doublé pratiquement en 20 ans, constituant 75% des carburants consommés, voire 60 % de la consommation du transport routier.

L'utilisation du gasoil croît ainsi annuellement de 6 %. Et alors que la demande nationale en carburants dépasse actuellement les 11 millions de tonnes tandis que l'offre est un peu supérieure à 10 millions de tonnes. Toutefois, la consommation nationale de carburants devrait connaître un important déficit en gasoil et, à moindre degré, en essences. Or, la demande en gasoil risque de

croître à 17 millions de tonnes d'ici à 2019 si la consommation n'est pas maîtrisée de manière efficace. Car une consommation davantage maîtrisée pourrait générer une économie

de trois millions de tonnes. Sinon, l'importation de près de 9 millions de tonnes dont 0,8 million de tonnes d'essence, s'impose en vue de satisfaire les besoins.

C. B.

PÉTROLE

Chakib Khelil s'attend au maintien des quotas

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) devrait maintenir son quota de production, lors de sa prochaine réunion le 22 décembre prochain en Angola.

Selon le ministre de l'Energie et des Mines, Chakib Khelil, les incertitudes sur l'évolution de la situation économique mondiale persistent et empêchent toute «visibilité», et, donc, justifient le maintien de l'actuel quota.

Et d'autant que l'éventualité d'une autre récession économique n'est pas à écarter et que les stocks pétroliers fixes et flottants restent encore trop excédentaires.

C. B.

ZERHOUNI ET LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME :

«Il faut s'attaquer à la matrice idéologique»

Venise inspire visiblement mieux le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Nouredine Yazid Zerhouni. Depuis cette inénarrable coquette ville italienne, où il participait à la 14^e conférence des ministres de l'Intérieur de la Méditerranée, il préconise, comme de juste la nécessité de s'attaquer à la matrice idéologique du terrorisme.

Sofiane Aït-Iflis - Alger (Le Soir) - Cela fait des lustres que l'on n'a pas entendu un officiel algérien discourir de la sorte à propos de la lutte contre le terrorisme. Pourtant, bien des voix n'ont eu de cesse d'appeler par le passé à traiter le mal, le terrorisme, à la racine, en s'attaquant à sa matrice idéologique.

On ne reprochera pas à Zerhouni de n'avoir évoqué cette nécessité que maintenant. Mieux vaut tard que jamais. Et puis, en l'occurrence, il n'est jamais tard. La victoire militaire remportée sur le terrorisme, fait incontestable, ne nous sortira pas définitivement de la violence tant que ne seront pas taillés à la racine les bourgeons sur lesquels se greffent l'intégrisme et l'extrémisme islamiste.

C'est à cette évidence tautologique que s'éveille le ministre de l'Intérieur en affirmant, en marge de la 14^e CIMO, que «nous considérons que la lutte antiterroriste ne peut se résumer uniquement aux seules solutions sécuritaires, mais elle doit englober aussi le traitement de la matrice idéologique de ce phénomène».

Cela dit, il est donné de relever que le ministre de l'Intérieur ne fait pas mention expressément de la réconciliation nationale comme autre moyen de lutte contre le terrorisme. Ceci alors que, depuis l'intronisation du président Bouteflika à la tête de la magistrature suprême en 1999, voire bien avant, l'option a tenu lieu de feuille de route inaltérable. Peut-être qu'il ne convenait pas sur le sol vénitien de faire part de ce module spécifi-

quement algérien. Aussi, il ne faudra pas vite conclure à une remise en cause de la démarche. S'exprimant devant une presse étrangère, le ministre de l'Intérieur, Yazid Zerhouni, a vrai-

semblablement choisi de brocarder quelques attitudes et politiques occidentales, lesquelles renforcent l'intégrisme religieux de ce côté-ci de la Méditerranée.

«Pour certains pays de l'autre côté de la Méditerranée, on ne pense qu'au radicalisme musulman. Or, il existe d'autres idéologies radicalistes, extrémistes et intégristes qui ont pour essence le christianisme et le judaïsme», a-t-il soutenu, poursuivant que «certains concepts négativistes, formu-

lés et exprimés par d'autres extrémistes apportent de l'eau au moulin de ce nous appelons la matrice idéologique du terrorisme.»

De quels concepts parle-t-il ? Zerhouni n'est pas resté sans commettre la précision : «Il s'agit de concepts inacceptables, car ayant pour origine non seulement un radicalisme religieux, mais également des positions politiques qui font penser à des philosophies et à des concepts que nous avons connus durant la Seconde Guerre

mondiale et dont nos amis européens ne semblent pas encore en mesurer les effets dévastateurs.»

Si, il est vrai que les politiques et attitudes occidentales ajoutent de l'eau au moulin de l'intégrisme islamiste, celles-ci ne sauraient, cependant, constituer sa véritable sève nourricière. La matrice idéologique du terrorisme est à chercher du côté du discours religieux radical, de l'activisme islamiste acquis à des orthodoxies importées.

S. A. I.

LE COMMANDANT EN CHEF DE L'AFRICOM EN VISITE À ALGER :

«Nous n'engagerons pas de troupes américaines au Sahel»

Le général William E. Ward, commandant de l'Africom, le commandement des Etats-Unis pour l'Afrique, effectue sa première visite en Algérie. Lors d'une conférence animée hier à l'ambassade des Etats-Unis, l'officier a indiqué qu'il n'est nullement dans l'intention de son pays d'engager des troupes en Afrique, notamment dans la région du Sahel.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Jovial et fin diplomate, le général William E. Ward a abordé cette première visite en Algérie sans trop s'attarder sur les détails. «J'ai eu l'occasion de rencontrer le président Abdelaziz Bouteflika et des membres de son équipe ainsi que l'équipe de Gaïd Salah, le chef d'état-major de l'Armée populaire nationale.

Ma visite consiste à consolider le partenariat et à définir la meilleure manière d'appuyer les efforts de l'Algérie pour faire face à la menace terroriste.

Pour ce faire, nous avons échangé nos points de vue sur la question. L'Algérie a un rôle déterminant dans la région», a-t-il indiqué. L'officier supérieur tentera de mettre fin à certaines «idées reçues».



Le général William E. Ward.

«Je ne suis pas venu à Alger pour engager des troupes américaines dans le Sahel. Jamais une telle demande n'a été formulée, et nous n'avons pas l'intention de le faire. S'il devait y avoir une présence en Afrique, ce sera uniquement pour des raisons liées à la formation et à l'équipement», a insisté le général William E.

Ward, commandant de l'Africom. L'essentiel, pour lui, est qu'il existe une «reconnaissance» de la menace terroriste de la part des pays du Sahel. Pour cela, le général William E. Ward a tenu à réitérer la triptyque sur laquelle est basée la mission de l'Africom dans le continent africain : «Partenariat, formation et équipement et avec comme objectif principal de lutter contre le terrorisme».

Il se montrera encore plus insistant en abordant la question de l'installation du siège de l'Africom dans un pays africain. «Permettez-moi d'affirmer qu'il n'y a pas de plan pour transférer le QG en Afrique.

Le QG demeurera en Allemagne dans le futur prévisible. Les employés gérant nos programmes et manœuvres continueront à effectuer des voyages en Afrique avec l'accord des pays hôtes et retourneront chez eux à la fin de nos activités avec nos partenaires.»

Il poursuivra sur le ton de la confiance : «Je suis le premier commandant de l'Africom à la tête de laquelle j'ai été nommé en 2007. Sachez que depuis ma nomination, je n'ai formulé qu'une seule et unique demande pour l'installation de notre siège, c'est justement là où il est actuellement, à Stuttgart».

T. H.